

Tensions franco-yougoslaves et constructions identitaires des Serbes en France

La politique menée par la France dans les Balkans à la fin des années quatre-vingt-dix et le traitement médiatique de la guerre Yougoslave ont eu un impact sur le processus d'intégration des Serbes établis en France. Ils ont dans leur grande majorité mal vécu une certaine "diabolisation" du rôle de Belgrade dans le conflit, et se sont sentis exclus de la communauté nationale française. Certains sont ainsi allés jusqu'à envisager un retour au pays, qui s'est parfois soldé par un échec, leur acculturation française limitant leur pleine réintégration à l'identité serbe.*

par **Christophe Colera**,
doctorant au Centre
de sociologie européenne
(CSE-CNRS)

1)- Statistique déduite du constat généralement admis, et partiellement issu d'un recensement yougoslave de 1980, selon lequel les trois quarts des ressortissants ex-yougoslaves en France sont serbes.

2)- L'enquête a été réalisée à Paris à partir d'entretiens semi-directifs conduits entre les mois de décembre 2000 et de mai 2001, soit peu de temps après le renversement du président Slobodan Milosevic et le début d'une "normalisation" des relations entre la France et la République fédérale de Yougoslavie. Elle a été complétée par des entretiens informels et des observations de divers lieux de vie et de travail fréquentés par les ressortissants serbes en région parisienne. Treize entretiens ont notamment fait l'objet d'un traitement approfondi.

Constituée principalement par trois vagues successives (1945, années soixante, et années quatre-vingt-dix), l'immigration serbe en France demeure très majoritairement dominée par les arrivants des années soixante et leurs descendants : une immigration économique composée en majeure partie, comme l'immigration africaine, d'ouvriers venus équilibrer le déficit de main-d'œuvre de la France, après que le régime du maréchal Tito ait autorisé les flux migratoires vers l'Occident en 1965. Sur les 100 000 à 150 000⁽¹⁾ Serbes de France – de nationalité française ou yougoslave (serbo-monténégrine depuis 2002) –, une part très significative est composée d'ouvriers du textile, de l'industrie automobile, du bâtiment, concentrés dans l'Est parisien, en Seine-Saint-Denis, et dans des proportions moindres dans l'Est de la France (Champagne, Lorraine, Alsace, Franche-Comté, Région lyonnaise). Il nous a semblé utile d'étudier l'impact de la politique française dans les Balkans et de ses répercussions médiatiques, à la fin des années quatre-vingt-dix, sur le processus d'acculturation de ceux qui, en France, se considèrent comme "serbes", qu'ils soient nés en ex-Yougoslavie ou en France, qu'ils soient français ou qu'ils gardent le statut juridique d'étrangers⁽²⁾, et ont milité pour défendre l'image de la République fédérale de Yougoslavie (RFY) en France.

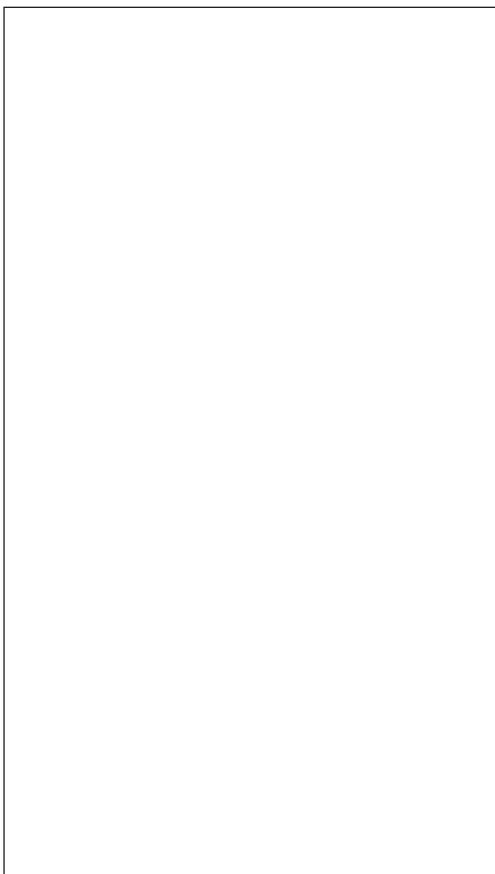
L'image d'une population yougoslave – majoritairement serbe – dotée d'un faible capital symbolique, mal intégrée, venue en Occident accumuler de l'argent afin de le réinvestir immédiatement dans les Balkans est très présente dans les quelques études universitaires relatives à cette communauté. Dans le discours des personnes que nous avons interrogées, cette

(*) Cet article condense un compte-rendu d'enquête publié dans le livre *Une communauté dans un contexte de guerre – la "diaspora" serbe en Occident*, sous la direction de Christophe Colera, L'Harmattan, Paris, 2003.

image se cristallise et trouve sa caricature dans le cliché de ceux que tous appellent le “milieu yougo”, décrit volontiers comme inculte, “terre-à-terre”, voué aux valeurs hédonistes de la fête balkanique, de la musique, de la bonne chère et de l’alcool, haut en couleur, machiste, patriarcal, et tendant à se replier avec nostalgie sur l’imaginaire traditionnel du pays d’origine. Bien que la majeure partie des Serbes (et notamment des Français d’origine serbe) qui ont participé à notre enquête fussent eux-mêmes issus d’un milieu ouvrier, l’archétype du “milieu yougo” fonctionne chez eux comme un repoussoir, un anti-modèle duquel il faut s’affranchir. En règle générale, eux-mêmes et leur famille se sont toujours sentis extérieurs à ce milieu et se perçoivent davantage comme des traits d’union avec le pays d’accueil. Soit que, nés en Yougoslavie, ils ont très tôt investi dans la culture française pour progresser dans la hiérarchie de l’usine ou créer leur propre entreprise, ou soit que, nés en France, ils ont été poussés par leur famille et sont devenus instituteurs, informaticiens, employés du secteur tertiaire.

Dans notre échantillon, les rares personnes qui ne sont pas issues de l’immigration des années soixante – Marina R. et Maja F. – sont les seules à se rapprocher de la figure de l’héritier. L’une, issue de l’immigration monarchiste de 1945, pourvue des avantages sociaux d’une famille de grand couturier qui, déjà avant 1940, vivait entre Paris et Belgrade, est devenue médecin en France. L’autre, fille d’un ingénieur et d’une économiste, appartenant à l’émigration intellectuelle serbe des années quatre-vingt-dix, a parfaitement “réussi son intégration” comme attachée de presse d’une maison d’édition à Paris – au sens où elle est parvenue à se conformer assez précisément aux normes de pensées et de comportement du milieu professionnel et

affectif français où elle évolue. Au contraire, les ressortissants arrivés en France dans les années soixante sont d’origines ouvrière ou paysanne et font très souvent figures de “miraculés sociaux”, au sens où l’entendait Pierre Bourdieu. Soit le système d’éducation communiste yougoslave leur a donné le capital culturel et économique suffisant pour se soustraire à la condition ouvrière (ce qui est le cas de Kosta M., employé de la télévision belgradoise, d’origine très modeste, devenu comptable en France, et des parents de



© IWM média.

Portrait de Tito gisant dans les décombres de la guerre civile.

Stéphane V. et Corine L.), soit ils ont pu bénéficier, en France même, de chances d'ascension sociale. C'est le cas, parmi les immigrés formés en Yougoslavie, de Zoran O., ouvrier mécanicien qui doit son accès au statut de petit patron de garage aux cours du soir de l'Alliance française et à un investissement intellectuel personnel dans son pays d'accueil. C'est aussi le cas des fils d'immigrés scolarisés en France : les deux informaticiens et les trois enseignants de notre panel. Parfois le miracle social se reproduit sur deux générations, comme pour Branislav S., dirigeant d'une association franco-serbe à Paris dont la famille a émigré avec un capital de départ très faible,

mais dont la mère a su, sur le tard, passer en France de la condition ouvrière à celle d'enseignante, tandis que Branislav S. lui-même, par l'école républicaine, accédait au statut d'instituteur.

Pour une grande partie des personnes interrogées, la contradiction vécue entre la culture d'origine, élément de conservation

identitaire, et celle du pays d'accueil, vecteur d'ascension sociale concrète, est intériorisée sur un mode intense dès l'enfance. C'est notamment le cas pour Sophie N. et Branislav S., tous deux fervents défenseurs de l'image de la Serbie en France aujourd'hui, et dont toute l'existence est placée sous le signe d'un antagonisme culturel violent dont ils n'ont pu échapper de façon satisfaisante que par une forme de fuite dans l'ascension sociale. Sophie N., née de père espagnol (ouvrier) et d'une mère serbe, a grandi dans un système familial où la mère incarnait à la fois la conservation de l'identité balkanique et les chances d'intégration sociale dans la culture française, toutes deux censurées également par les *diktats* d'un mari autoritaire. La mère ne pouvait parler à sa fille en serbe qu'en l'absence du père, lequel dissuadait par ailleurs son épouse d'exercer un travail en France, alors qu'elle était pourtant titulaire de diplômes de langue des universités de Zagreb et Paris. Branislav S. a subi, quant à lui, un système familial où le père (ouvrier) incarnait la conservation de l'identité balkanique (et "tirait" le ménage vers "le milieu yougo"), tandis que la mère, pourvue de chances de promotion sociale supérieures dans le système français, tendait vers son émancipation propre et favorisait l'ascension de son fils et son acculturation française. Ce qui conduisit au divorce.

Les éléments de conservation de l'identité balkanique

Au nombre des pratiques qui entretiennent l'appartenance originelle, il convient de mentionner l'usage de la langue serbo-croate pour les immigrés nés en Yougoslavie et, pour leurs enfants, son apprentissage, auquel aucune des personnes interrogées n'a pu échapper et qui joue probablement un rôle central dans l'autodéfinition des individus comme "serbes". Enseignée

Pour la majeure partie des Serbes de France, l'archétype du "milieu yougo" fonctionne comme un repoussoir, un "anti-modèle" duquel il faut s'affranchir.

par la mère, généralement avec l'approbation du père garant de la pérennité du patrimoine balkanique – sauf cas de mariage mixte –, la langue est acquise par les enfants nés en France sur un mode oral, de façon pragmatique et imparfaite. Paradoxalement, c'est le système scolaire français plus que le milieu familial d'origine qui, souvent, offre aux enfants d'immigrants la possibilité de passer au stade écrit de la langue : l'option "serbo-croate" au baccalauréat leur permettant de perfectionner l'investissement linguistique sommaire de leur enfance.

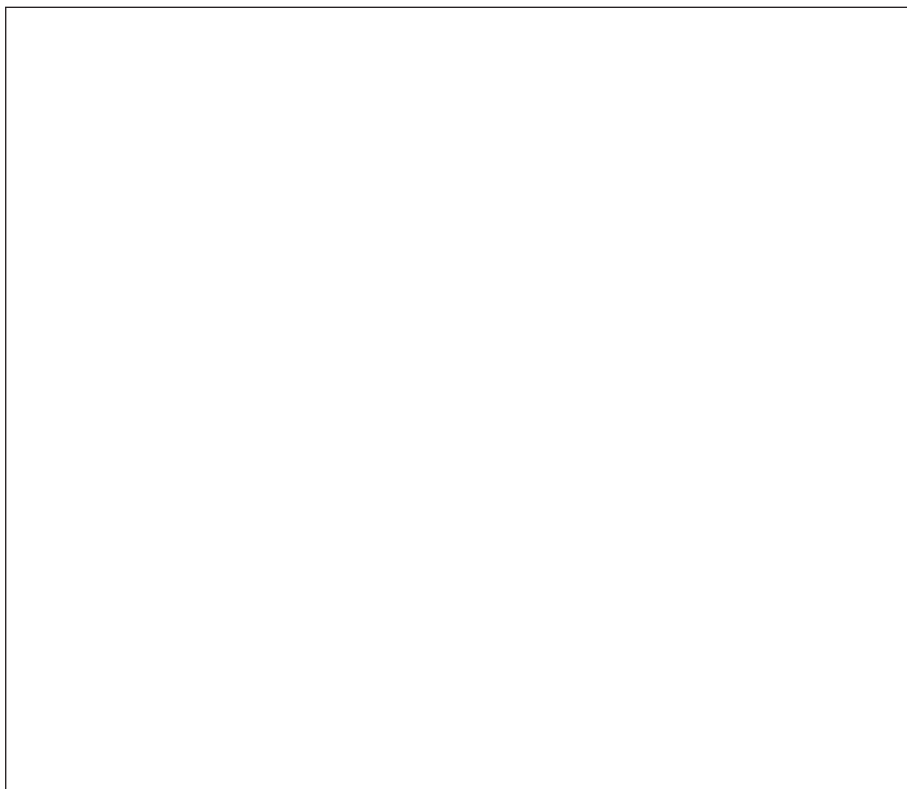
Le voyage rituel en Yougoslavie – chaque année, entre 1970 et 1991 et plus difficilement pendant les guerres civiles – reste aussi un élément important de conservation de la langue et de l'identité. Il est un moyen de perpétuer le lien avec la famille demeurée au pays. L'exilé qui s'est soustrait au réseau d'échange local "rachète" son départ en retournant au village pendant les vacances d'été (ainsi d'ailleurs qu'en y redistribuant une partie des profits économiques gagnés en France). Le séjour annuel resserre les liens avec le pays d'origine, mais il est aussi l'occasion de mesurer les effets de décalage entre l'occidentalisation plus ou moins sensible des émigrants (doublée pour beaucoup des effets spécifiques de l'adaptation au milieu urbain) et l'évolution pas forcément convergente (et généralement plus lente) du village d'origine.

L'État communiste yougoslave s'est efforcé, dans les années soixante-dix et quatre-vingt, de garder un contrôle sur l'immigration économique à travers un réseau d'associations culturelles et d'écoles en France. Les premières organisaient une série d'activités (musique, théâtre, danse...) au profit de toutes les classes d'âge, tandis que les secondes délivraient un enseignement yougoslave aux enfants d'immigrés, le mercredi après-midi ou le samedi, en complément de la scolarité française.

Vera B., fille de paysans valaques de langue roumaine (un des groupes sociaux les plus défavorisés de Serbie) employés par l'industrie automobile française, et Marko E., dont les parents travaillent dans le textile, décrivent l'enseignement dispensé par les écoles yougoslaves en France comme une formation très doctrinaire, en porte-à-faux complet avec l'idéal de rationalité critique que leur inculquait par ailleurs l'école républicaine française. Ils se représentent cependant cette école yougoslave comme un espace de fusion collective, et en gardent une certaine nostalgie dont on ne sait trop si elle fait signe vers une appartenance collective détruite depuis lors (le communisme et la Yougoslavie) ou vers un destin individuel qui, dans l'enfance, était encore resté à l'abri des contradictions socioculturelles intériorisées sur le tard.

Il est très difficile de savoir en quoi l'enseignement communiste – voire ensuite la dépendance intellectuelle maintenue à travers la fréquentation des associations, la lecture de la presse, etc. – a pu maintenir les immigrants et leurs enfants dans l'imaginaire balkanique ou, au contraire, les pousser à s'éloigner de leur culture d'origine. En fait, il semble que les immigrés serbes aient fait une lecture du discours communiste accommo-

dée à leurs propres perspectives sociales. Selon Vera B., l'éducation communiste dans les milieux ouvriers était surtout utilisée de façon pragmatique comme instrument fédérateur du groupe, sans être vraiment intégrée en profondeur dans la façon de penser – on pouvait être à la fois fervent communiste et croire en la réussite matérielle individuelle que l'on venait rechercher en Occident. Un intellectuel marxiste comme Kosta M., qui doit son ascension sociale à la faculté de sciences politiques de Belgrade mais qui n'a jamais adhéré à la LCY (Ligue des communistes yougoslaves), retient plutôt pour sa part du communisme un idéal internationaliste d'ouverture aux autres cultures – il cite le mouvement des Non-alignés. L'enseignement communiste semble donc avoir été neutre ou ambivalent quant aux perspectives d'acculturation dans l'espace social français. Son efficacité a surtout contribué à contrebalancer une autre influence idéologique : celle de l'Église orthodoxe.



© D.R.

L'influence de l'Église orthodoxe serbe de France est restée plus informelle qu'institutionnelle.

Pendant toute la période considérée, l'Église orthodoxe serbe de France a tenté, elle aussi, de maintenir une présence parmi les émigrés, mais son influence est restée plus informelle qu'institutionnelle. L'Église en tant que telle n'a gardé une influence que sur les franges rurales et conservatrices de l'immigration – à l'exception notable des monarchistes réfugiés

en 1945 qui, eux, fréquentaient l'église russe par peur de la police politique de Tito –, tandis que les ouvriers formés par le communisme faisaient volontiers profession d'athéisme. Placée de fait sous la tutelle de l'État-parti, l'église de Simplon à Paris notamment a connu des crises multiples. En réalité, l'orthodoxie s'est plutôt perpétuée hors de l'Église, dans les imaginaires familiaux, prenant une dimension plus culturelle que cultuelle, notamment à travers le rituel de la *slava* qui distingue l'orthodoxie serbe de ses homologues slaves du Nord. Auprès des personnes interrogées, nous avons observé un déclin accentué de cette pratique aussi, la *slava* étant de plus en plus dépouillée de son contenu religieux au profit d'un contenu affectif familial laïcisé, et finalement de plus en plus vouée à la disparition, tant dans le "milieu yougo" que dans les familles ouvertes à l'acculturation⁽³⁾.

Les facteurs d'acculturation

Pour des raisons liées à leur capital culturel de départ, à leurs ambitions personnelles, mais aussi à la politique des pouvoirs publics français, les personnes que nous avons rencontrées ont toutes été confrontées d'emblée à des conditions de logement et de travail qui les obligeaient à parler français et à connaître – voire à adopter – les pratiques culturelles du pays d'accueil. Seuls les parents de Vera B. se sont retrouvés, à leur arrivée en France, dans un milieu presque aussi yougoslave que leur pays d'origine : la bourgade ouvrière de Roan l'Étape dans les Vosges, sorte de "petite Yougoslavie" au cœur de l'Est de la France. En région parisienne par contre, les ouvriers installés dans des appartements et des pavillons étaient souvent en contact avec un voisinage français ou avec d'autres immigrés étrangers avec lesquels ils communiquaient en français. Leur milieu professionnel les faisait côtoyer collègues et clients francophones.

L'acculturation est plus accentuée encore chez les enfants soumis à l'obligation de scolarisation en France. Elle est centrale, même pour les personnes qui ont été formées par l'école yougoslave le mercredi ou le samedi – cette dernière étant toujours perçue comme une surcharge accessoire de travail et d'obligations. L'ascension dans le système scolaire français est d'autant plus importante pour les fils d'immigrés qu'elle demande un investissement lourd, du fait du handicap de la langue – deux personnes interrogées arrivées à l'âge de trois ou quatre ans en France, et qui ne parlaient que le serbo-croate, ont redoublé leur cours préparatoire à cause de cela.

L'adaptation à la culture d'accueil s'avère cependant plus aisée que pour d'autres communautés, du fait que les Serbes viennent d'un pays européen chrétien et ouvert de longue date à l'occidentalisation. À maints égards, les décalages ressentis et exprimés par les Serbes que nous avons rencontrés rappellent, semble-t-il, ceux qu'ont pu éprouver à la même époque les immigrés en provenance d'Espagne ou du Portugal, ou même les enfants français d'origine populaire et/ou rurale. Beaucoup d'enfants d'immigrés évoquent le respect qu'éprouvaient leurs parents – et notam-

3)- Une étude sur la *slava* en milieu roumain tend à confirmer ces observations dans d'autres secteurs de l'immigration serbe. Dejan Dimitrijevic, "Le rituel de la *slava* et l'imaginaire communautaire de l'unité – Les Roumains de Homolje et les Serbes de France", *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 16 (2), Poitiers, 2000, pp. 91-117.

ment les mères – pour l’institution scolaire française, seule chance de promotion sociale concrète pour leurs enfants, ainsi que l’*ethos* d’autodiscipline et de rigueur qui leur était inculqué.

Du fait de leur appartenance à un milieu social modeste, et comme en France on se souciait assez peu de l’histoire des Balkans, les immigrés serbes semblent avoir incorporé le fait qu’ils venaient d’un pays plus pauvre et moins puissant sur la scène internationale que la France. Malgré les dénégations, et malgré les efforts pour combler ce déficit symbolique – par exemple par l’exaltation du rôle de la Yougoslavie de Tito dans le mouvement des Non-alignés –, cette hiérarchie internationale est solidement incorporée et répercutée dans la vie quotidienne. Les enfants détestant qu’on les singularise, ils ont poussé leurs parents à abandonner le Noël orthodoxe – ou à le cumuler avec le Noël catholique. Pour ceux qui ont pu tirer le plus de profits symboliques de l’acculturation et renoncer à l’identité balkanique à moindres frais – parce que leur entourage était français ou en voie de francisation –, le rapport au pays d’origine a pu même se vivre sur le mode de la honte déclarée : “*Être yougoslave, c’était la honte*”, avoue ouvertement Corine V. Quant à Svetlana G., elle y voit aussi un héritage vécu comme un handicap, qu’elle s’est efforcée de surmonter en surinvestissant dans la réussite scolaire. Il est d’ailleurs possible que les femmes aient plus aisément renoncé à l’héritage balkanique que les hommes, en raison des chances spécifiques de promotion sociale et d’émancipation que l’Occident leur offrait, beaucoup plus que la société yougoslave.

Dégradation des rapports franco-yougoslaves

À partir de la sécession de la Slovénie et de la Croatie, en 1991, les grands médias occidentaux diffusèrent une version des événements de plus en plus critique à l’égard du rôle des Serbes. D’abord décrits comme les adversaires du droit à l’autodétermination des peuples yougoslaves, ils sont ensuite dépeints comme un peuple “génocidaire” durant la guerre de Bosnie (1992-1995) et à nouveau durant la guerre du Kosovo (1998-1999). Parallèlement, voire parfois en interaction avec les médias, le gouvernement français durcit progressivement sa position à l’égard du gouvernement “serbe”⁽⁴⁾ de la République fédérale de Yougoslavie et de ses alliés de Bosnie et de Croatie : embargo économique contre la RFY à partir de 1992, soutien aux bombardements de l’Otan sur les positions de l’armée serbe de Bosnie en 1995, participation aux bombardements sur la Serbie en 1999, installation de troupes au Kosovo et soutien à l’administration de l’Onu dans cette province, etc.

Les personnes interrogées dans notre enquête évoquent, unanimement, le désarroi croissant ressenti devant cette évolution. Chacun a dû endurer non seulement le choc de la disparition du pays de son enfance – la Yougoslavie –, mais aussi une sorte de stigmatisation collective d’autant plus mal acceptée que les Serbes de France ont accès à d’autres sources d’information en provenance de Belgrade (à la faveur notamment de l’acquisition

4)- Composé de Serbes et accusé par l’Occident de conduire une politique grand-serbe en ex-Yougoslavie.

d'antennes de télévision paraboliques, puis d'Internet pendant la guerre du Kosovo), lesquelles présentent des versions des événements très différentes de celle des médias occidentaux. Ces informations, bien qu'elles varient suivant les tendances politiques qui s'exprimaient en Serbie, se caractérisaient par une cohérence interne suffisante pour nourrir un véritable point de vue politique commun à la quasi-totalité de la communauté serbe, qui s'opposait frontalement à la version occidentale des faits, laquelle était jugée dépendante de l'influence de *lobbies* croates et bosno-musulmans.

Tous les parcours personnels de notre enquête convergent largement vers ce point de vue majoritaire chez les Serbes, même si la sensibilité au discours des médias et aux effets de la politique est loin d'être uniforme. Celle-ci varie en fonction du vécu personnel de chacun, et donc, en dernière analyse, de paramètres sociologiques particuliers : origines sociales, capital scolaire et professionnel déterminant une position structurale singulière dans l'espace social français. Ainsi, Corine L. avoue n'avoir éprouvé le souci de défendre le point de vue des Serbes dans la guerre civile yougoslave que très tardivement – vers 1998. Née dans une famille serbe socialement excentrée par rapport aux grandes concentrations ouvrières yougoslaves de la région parisienne et de l'Est de la France⁵⁾, Corine L. présente, au début des années quatre-vingt-dix, les caractéristiques d'une fille d'immigrée acculturée, qui d'ailleurs vit maritalement avec un Français, de sorte qu'elle ira jusqu'à désapprouver le point de vue de ses parents sur les guerres yougoslaves et adhérer au regard antiserbe de son compagnon tout le temps qu'elle passera auprès de lui. Dans ce cas de figure, l'*habitus* scolaire, en tant qu'il détermine un certain rapport à la presse, à la politique, au devenir collectif, joue un rôle central aussi dans l'adhésion ou non au point de vue majoritaire dans la communauté. Corine L., qui dispose du capital culturel d'une secrétaire bilingue de sensibilité littéraire, peut, tout au long de la guerre de Bosnie, diriger une librairie dans une ville de province et se détourner de tout investissement politique au point de ne pas avoir la télévision chez elle et de ne pas lire les journaux.

Les enfants serbes de France ont connu des face-à-face très pénibles avec leurs anciens camarades croates.

5)- Tant du point de vue géographique (ses parents vivaient à Toulouse), que social (sa famille travaille dans le secteur tertiaire et a connu un début de socialisation française précoce par l'intermédiaire d'une grand-mère née à Verdun) et politique (le père de Corine L., entraîneur de handball, a été pratiquement forcé à l'exil par les autorités titistes à cause de soupçons qui pesaient sur lui).

Capital scolaire et socialisation

Le capital scolaire compte également dans le cas du jeune informaticien Stanko M. Bien qu'il soit à la fois né dans une famille d'ouvriers serbes de la région parisienne, donc plutôt proche du "milieu yougo", il est suffisamment acculturé pour pouvoir prétendre en véhiculer le point de vue dans un espace de socialisation francophone. Il a, comme Corine L., ostensiblement ignoré les premiers développements de la crise yougoslave et suivi cela à la télévision "comme un feuilleton", sans prendre position. Il explique cela par son côté rêveur, décalé, lecteur solitaire de bandes dessinées de science-

fiction. Au fil de l'entretien, nous comprenons que sous cet indifférence se profile en réalité – quoique cela n'en soit pas la cause unique – un rapport difficile à l'institution scolaire (à l'écriture notamment) qui, aujourd'hui encore, freine ses velléités d'engagement.

Inversement, Stéphane V., qui, comme Corine L., est un peu excentré par rapport au "milieu yougo", du fait que son père est ingénieur, qu'il n'a pas fréquenté les écoles communistes yougoslaves et qu'il a vécu une partie de son adolescence en Afrique. Il s'intéresse très précocement à l'éclatement de son pays, comme d'ailleurs à l'ensemble des enjeux internationaux. Il adhère dès l'âge de dix-huit ans (1991) au point de vue sur la guerre majoritaire chez les Serbes, et, à partir de ses expatriations multiples en Afrique, en construit une réinterprétation originale. Cette sensibilité s'explique par l'acquisition active du capital culturel balkanique dont il a bénéficié à travers l'apprentissage écrit de la langue, les voyages annuels en Serbie, une acquisition valorisée par la position privilégiée de ses parents dans les espaces yougoslave (où le statut d'ingénieur est apprécié), français (en tant que coopérants expatriés), et africain (la famille de Stéphane V. jouissant à l'étranger tantôt du prestige de son assimilation à la France et tantôt des honneurs de son assimilation au mouvement des Non-alignés). Stéphane V. présente un cumul intéressant et rare de profits symboliques issus de la double appartenance, dans un contexte d'expatriations en chaîne, qui se traduit par l'accumulation d'un capital culturel très diversifié. C'est aussi un bagage culturel français supérieur à la moyenne des Serbes et des élèves français, qui pousse des filles qui se sont beaucoup investies dans l'école, comme Sophie N. ou Svetlana G., à adhérer très fortement au point de vue politique de leur communauté dès 1991 et à tenter de le faire connaître.

L'engagement, en réaction aux préjugés antiserbes

Outre ces facteurs, les interactions avec les réseaux yougoslaves sont d'une très grande importance. Branislav S. les mentionne spontanément comme premières causes de son adhésion au discours majoritaire chez les Serbes. Il y a, bien sûr, le rapport à l'environnement familial et amical serbe. Branislav S. décrit très en détail la dépression de sa mère devant le traitement de l'information par la télévision française et l'impact que cela a pu avoir sur lui, qui vit seul avec elle. Mais encore, et surtout, il faut mentionner la confrontation avec les immigrés ou enfants d'immigrés issus d'autres communautés yougoslaves : et tout particulièrement les Croates. Kosta M., immigré des années soixante, dit avoir perdu ses amis croates du jour au lendemain en 1991. Et il semble que ce soit le cas aussi des parents des enfants d'immigrés que nous avons interrogés. Les enfants, et surtout ceux qui avaient entre dix-huit et vingt ans en 1991 et dont la sortie de l'adolescence coïncide avec la sécession croate, ont connu des face-à-face très pénibles avec des ressortissants croates dans des espaces français, qui servaient de caisse de résonance aux conflits balkaniques tels que les cours de

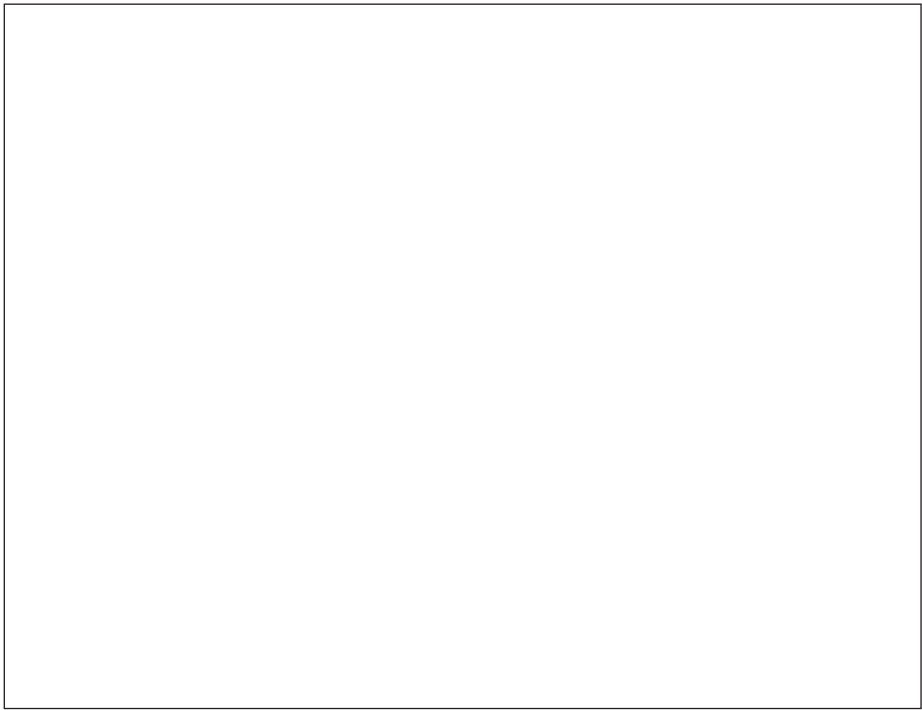
serbo-croates pour lycéens ou les amphithéâtres de l'Institut national des langues et cultures orientales de Paris (Inalco). Branislav S. affirme même que les discriminations et stigmatisations, dont il lui semble avoir fait l'objet de la part d'enseignants ou d'étudiants croates, constituent des étapes clés de sa prise de conscience de son identité serbe.

Les interactions intra-yougoslaves les plus fortes se produisent dans l'espace yougoslave lui-même, dans les mois qui précèdent la guerre civile. À la veille du conflit, Branislav S. et Stéphane V. sont confrontés à l'apparition des symboles nationaux (drapeaux et hymnes) slovènes et croates en grand nombre lors de leurs vacances en Yougoslavie, aux blagues de compatriotes sur les Serbes qu'ils entendent dans les cafés, aux regards obliques devant leurs noms à consonance orthodoxe. Vera B., qui a entrepris une redécouverte de ses racines serbes en s'offrant une année d'études à l'université de Belgrade en 1988-1989, est du même coup entraînée dans le tourbillon des manifestations de soutien à Slobodan Milosevic et au sur-saut identitaire qui se produit en Serbie à ce moment-là. Encore les Serbes de Serbie sont-ils relativement protégés jusqu'à la guerre du Kosovo. Il en va différemment des Serbes qui ont de la famille en Bosnie ou en Croatie, telle Sophie N. qui, pendant quatre ans, partagea à distance le calvaire de sa famille vivant sous les menaces de mort à Zagreb.

Les interactions avec l'environnement français sont également déterminantes dans l'adhésion au point de vue communautaire. La lecture des journaux, le journal télévisé, mais aussi les affiches dans les rues, sont vécus comme autant d'agressions permanentes. Stanko M. estime que l'affiche "*Milosevic égale Hitler*", placardée à Paris à l'initiative d'une organisation humanitaire pendant la guerre de Bosnie, est le facteur décisif dans sa prise de conscience, qui, à la manière d'un coup de tonnerre, l'a arraché brutalement à son indifférence des premières années. Les personnes engagées interrogées, qu'elles soient nées en Yougoslavie ou en France, étaient à la charnière de deux univers et comptaient donc dans leur espace de socialisation – à la différence des Serbes ghettoïsés du "milieu yougo" – un grand nombre de fréquentations françaises. Ces dernières se radicalisent progressivement dans une sorte de préjugé antiserbe, qui atteindra son apogée pendant la guerre du Kosovo. Nos entretiens fourmillent d'anecdotes de confrontations à des attitudes, des gestes, des regards et des phrases désobligeants de voisins, de collègues de travail, d'amis, voire d'employés des banques ou des administrations qui dénoncent la responsabilité des Serbes (pris comme entité collective) dans la tragédie balkanique.

Les impasses de l'action concrète

Dans ce contexte hostile, la première réaction du "milieu yougo" prolétarisé, coupé de la société française, semble avoir été un réflexe de solidarité, soit à l'échelle familiale, en augmentant les aides aux parents restés en Yougoslavie, soit enfin à plus grande échelle, beaucoup de Serbes s'improvi-



© IMmédiA.

Des journaux d'ex-Yougoslavie comme *Vesti* figurent en bonne place parmi la presse étrangère dans ce kiosque de la place Ménilmontant, à Paris.

sant présidents d'associations humanitaires pour collecter de l'argent au profit des réfugiés serbes négligés par la "communauté internationale". Beaucoup des personnes interrogées ont participé à ces associations d'entraide, mais leurs critiques générales à l'égard du "milieu yougo" s'appliquent aussi à leurs actions politiques durant les années quatre-vingt-dix. Elles en dénoncent le côté incohérent, désordonné, narcissique. Surtout, elles regrettent que ces actions n'aient pas véhiculé un message à l'égard de l'opinion publique française, qu'elles n'aient pas été prolongées par une volonté d'intervenir dans le débat occidental sur les Balkans. Les Serbes du "milieu yougo" gaspillaient leurs chances d'être entendus des Français en transformant systématiquement toute action de solidarité en message à destination de leur propre communauté. Ainsi, les manifestations contre l'embargo où, pendant la guerre de Bosnie, les Serbes exhibaient les icônes de leurs *leaders* favoris (Karadzic, Milosevic, le prince Karadjordjevic) à l'intention de leurs propres compatriotes, plutôt que de se tourner vers l'opinion française.

Très tôt, chez les Serbes situés à la charnière entre le "milieu yougo" et l'opinion publique française, est apparue la volonté de "faire autre chose". Un certain nombre de ceux que nous avons interrogés, notamment ceux qui sont nés en France, ont participé à un éphémère Rassemblement pour la paix qui s'est effondré de lui-même au tournant de l'année 1993. L'Association franco-serbe, en 2000, essaie de reprendre le flambeau du Rassemblement pour la paix, en s'orientant plus clairement vers la création d'un *lobby* proserbe en France, mais avec des moyens moindres, semble-t-il. Les éditions l'Age d'homme, et le journal *Balkans Infos* ont pu, à partir de 1995, fournir également un cadre d'échange et d'expression à

ces militants soucieux de faire connaître leur point de vue communautaire aux Français. Mais ces structures souffrent de leur enclavement dans les cercles d'intellectuels parisiens (*Balkans Infos* ne compte que 1 500 abonnés et les livres de l'Age d'homme sont peu diffusés) et des accusations de connivence avec l'extrême-droite française que leurs adversaires leur ont périodiquement adressées, à tort ou à raison.

L'échec de l'action collective et individuelle des Serbes en vue de faire entendre un point de vue alternatif s'est matérialisé par leur incapacité à mobiliser l'opinion publique contre l'intervention de l'Otan contre la Serbie en 1999 et à se faire entendre. Il a débouché sur des tentations de fuite dans la violence physique chez les plus jeunes d'entre eux (sans toutefois qu'elles ne débouchent sur des actes), ou dans la spiritualité (l'orthodoxie pour Svetlana G., le bouddhisme pour Lazare O.), ou encore dans le nihilisme politique. Kosta M., malgré ses convictions marxistes et universalistes, avoue avoir voté Front national en 1999, et beaucoup de nos interlocuteurs manifestent plus d'indulgence à l'égard des courants politiques contestataires radicaux qui ont exprimé une solidarité à leur égard qu'à l'endroit des partis plus modérés qui ont soutenu le bombardement de Belgrade.

Retours sur les constructions identitaires

Ces expressions de désenchantement traduisent un malaise profond à l'égard de l'espace social français, qui aboutit à un repli identitaire assez marqué. Stéphane V. et Stanko M. avouent avoir retrouvé le goût des soirées balkaniques au cours des années quatre-vingt-dix. Pour eux, l'attache sentimentale à l'égard de l'identité serbe humiliée vient contrebalancer l'attraction initiale de l'acculturation française et du modèle universaliste qu'elle véhiculait. Dans les cas les plus extrêmes, ce rééquilibrage s'est traduit par des ruptures dans les parcours professionnels et par des réorientations radicales dans les choix de vie affective : Branislav S. et Sophie N., diplômés de l'université française, qui tous deux ont vécu des vies de couples avec des Français "de souche", estiment qu'ils en sont venus à souhaiter épouser plutôt des Serbes car, selon eux, la barrière affective entre eux et les Français est devenue insurmontable. Le choix d'un(e) partenaire balkanique, de préférence à un(e) Français(e), était d'ordinaire davantage le propre des gens du "milieu yougo" – qui souhaitaient retourner vivre dans les Balkans à moyen terme.

Cependant, pour beaucoup, l'identité serbe constitue une réalité difficile à appréhender. Tant les immigrés de 1960 que leurs enfants nés en France ont grandi dans l'idéal d'une Yougoslavie multiethnique et, pour cette raison, se sont sentis tout au long des années quatre-vingt-dix et encore aujourd'hui plus yougoslaves que serbes. Si l'on en croit les témoignages de Maja F. et de Marko E., l'attachement à l'identité yougoslave était plus marqué dans la diaspora serbe qu'en Serbie-même. Marko E., qui a effectué son service militaire en Yougoslavie en 1987, raconte qu'il fut le seul avec un fils de militaire parmi une cinquantaine d'appelés à se déclarer de

nationalité “yougoslave”, plutôt que croate, serbe ou bosniaque. Il semble que l’influence communiste sur l’émigration ouvrière serbe explique cet attachement à l’idéal yougoslaviste – le maréchal Tito ayant constamment veillé à neutraliser le sentiment national serbe au sein de l’entité communiste yougoslave, au point d’ailleurs de pénaliser souvent les intérêts serbes, au Kosovo en particulier. Mais l’attachement à l’identité yougoslave dépasse le cercle des individus qui ont été les plus exposés à l’éducation communiste. Dans notre panel, Stéphane V. et Corine L. s’en réclament même après la guerre civile. Y compris pour des Serbes dont la famille vivait en Croatie, comme Sophie N. et sa mère, l’identité yougoslave demeura jusqu’en 1995 la seule définition possible de leur appartenance nationale, et ce alors même que les autorités croates, yougoslaves et françaises leur déniaient le droit de revendiquer cette appellation (puisque la Croatie n’était plus “yougoslave”). L’impossibilité de se définir comme Serbe est poussée dans ce cas jusqu’à préférer la notion d’apatride à ce terme : “*Je ne savais pas ce que j’étais, je ne savais pas d’où je venais, je disais ‘je viens de là-bas’ mais je ne pouvais plus le nommer...*”, se souvient Sophie N. “*Et ce n’est qu’en 1995 avec le deuxième choc, le début de l’opération militaire Tempête contre les Serbes de Krajina, quand j’étais de passage à Zagreb... C’est là où je me suis dit : ‘Oui, je suis serbe, pas serbe de Serbie mais serbe quand même’.*”

Les limites au repli identitaire

Pour beaucoup d’immigrés de Serbie ou des autres anciennes républiques yougoslaves, l’identité “serbe” est endossée à contre-cœur, sous la pression des autres protagonistes du conflit yougoslave et des acteurs sociaux français qui, n’acceptant pas que les Serbes de France se désignent comme Yougoslaves, poussent toujours plus loin le désir d’identification : “*Tu es yougoslave, mais d’où ?*”, ne cesse-t-on de leur demander. “Serbe” est alors une étiquette qu’on assume par défi : “*Quand on nous disait ‘Tu es serbe !’, on répondait : ‘Oui, je suis l’homme au couteau entre les dents !’, rapporte Svetlana G. Mais il leur était difficile de donner à cette expression un contenu véritable.*

Seules Marina R., immigrée de 1945 qui a gardé le souvenir de la Serbie monarchiste, et Maja F., immigrée en 1993 qui a été plus exposée dans son pays au discours du renouveau national serbe de 1989 que les Serbes de la diaspora, peuvent aisément faire leur deuil d’une identité yougoslave assimilée dans leur esprit au régime communiste. La prégnance de l’idéal yougoslave, et des références universalistes qui l’accompagnaient, ont sans doute empêché beaucoup de Serbes de France de verser dans une exaltation de leur identité nationale ou de leur particularisme. À cela s’ajoute la permanence d’un fossé culturel avec le pays d’origine. C’est particulièrement vrai des Serbes nés en France. “*Les enfants d’immigrés de première génération, ça devient latin de première catégorie ça !* s’exclame Zoran O. quand son fils a le dos tourné. *On peut discuter des fois de certains sujets. La vision est française ! Il est carrément français !*” L’effet d’acculturation induit par la socialisation dans le pays

d'accueil (et les divers investissements culturels et affectifs afférents) ne peut pas être complètement neutralisé par la redécouverte de la culture d'origine. Ainsi Svetlana G., ayant redécouvert ses racines slaves à la faveur de son engagement contre le discours des médias français, a poussé l'expérience jusqu'à épouser un Serbe de Belgrade et s'installer en RFY en 1995. Son mariage n'a tenu que quelques mois : le poids du cadre familial (surtout de la belle famille) en Serbie, le rôle couramment dévolu à la femme dans ce pays l'ont renvoyé aux particularités françaises et ont fait échouer sa vie de couple. *"L'école française m'a donné une autre façon de penser; explique-t-elle. En France je suis yougoslave, en Yougoslavie j'étais française."*

Même Maja F., immigrée récemment en 1993, reconnaît aujourd'hui qu'elle ne peut plus être une Serbe à part entière et vivre en Serbie – sans doute parce qu'elle est bien insérée dans les milieux intellectuels français. Au plus fort des bombardements, assaillie par la mauvaise conscience d'être en sécurité à Paris quand sa famille à Novi Sad ne l'était pas, elle a entamé des démarches pour rendre son logement en France et retourner en Serbie, mais ce projet a avorté. Aujourd'hui, elle admet que son jeune fils sera largement français et, en quelque manière, *"perdu pour la Serbie"*.

Ces limites au repli identitaire maintiennent en fait les Serbes que nous avons interrogés – et notamment ceux qui ont la nationalité française – dans une position ambiguë, un entre-deux qui les conduit à faire sans cesse des choix assez complexes dans leur représentation consciente de leur rapport à la France et dans leur manière quotidienne de s'y comporter. On a l'impression que des dispositions psychologiques spéciales leur permettent de faire au jour le jour un "tri" entre les éléments identitaires de leurs deux cultures, en fonction des intérêts sociaux du moment. Cette sélection particulière des *items* culturels assimilables se manifeste notamment dans les grandes lignes de leur représentation de la France. Tous insistent sur la dualité de cette représentation, comme s'il existait une mauvaise et une bonne France. Dans la première, ils mettent volontiers les médias dominants (la plupart ne lisent plus la presse française), les responsables politiques, les "puissants" – un rejet des élites qui correspond par ailleurs à la position sociale "médiane" qu'occupent la plupart d'entre eux. La "bonne France" étant plutôt incarnée par les quelques personnes qui, dans leur entourage, ont continué à témoigner de leur bienveillance et de leur solidarité à l'égard des Serbes tout au long des années quatre-vingt-dix. ◀



Daniela Heimerl, "La politique de l'Allemagne à l'égard des réfugiés ex-yougoslaves"

► Dossier *Flux et reflux*, n° 1235, janvier-février 2002

Mirjana Morokvasic-Muller, "Balkans : les exclus de l'élargissement"

► Dossier *Europe, ouvertures à l'Est*, n° 1230, mars-avril 2001

Dusan Janjic, "Conflits ethniques et crise de l'identité nationale serbe"

Janina W. Dacyl, "La gestion de la crise des réfugiés de l'ex-Yougoslavie"

► Dossier *Migrants, réfugiés, Tsiganes, d'Est en Ouest*, n° 1205, janvier-février 1997